

Alain Duffourg s'exprime sur les dossiers agricoles

Le sénateur du Gers défend les dossiers agricoles gersois et interroge le gouvernement sur les tarifs d'électricité photovoltaïque, la moyenne olympique



Alain Duffourg s'exprime sur les dossiers agricoles

Communiqué du sénateur Alain Duffourg

" L'agriculture traverse une période d'une gravité exceptionnelle. Les crises sanitaires, économiques, climatiques s'additionnent impactant la situation des agriculteurs qui est devenue critique voire intenable. Il y a lieu de répondre à l'urgence, tout en construisant des perspectives solides pour l'avenir. En soutien constant des représentants gersois du monde agricole, le Sénateur Duffourg est intervenu auprès du gouvernement.

Dans un courrier à la ministre de l'agriculture, il relaie les inquiétudes agricoles en demandant : un soutien immédiat à la trésorerie, qui est une priorité absolue, l'indemnisation des éleveurs touchés par les blocages dus à la dermatose nodulaire contagieuse immobilisant les animaux, un fonds d'urgence pour les viticulteurs durement frappés par les aléas climatiques. Il souligne la nécessité de prendre les décrets d'application pour mettre en œuvre la loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations et la loi levant les contraintes au métier d'agriculteur.

En ce qui concerne l'évaluation de l'assurance récolte et la suppression de la moyenne olympique, il a déposé une question orale, qui sera prochainement discutée en séance publique. L'assurance multirisques climatiques, qui devrait être le principal outil de protection des vignerons, est en réalité inopérante sur le terrain et le taux de souscription s'est effondré, de 85% en 2020 à 24% en 2024. L'abandon de la moyenne olympique au profit d'une assurance fondée sur le potentiel réel des vignes avec une expertise de terrain permettrait d'évaluer objectivement ce potentiel en cas de sinistre.

Pour ce qui est des dossiers relatifs à l'eau, qu'il suit depuis le début de son mandat, avec le dépôt d'une proposition de loi pour simplifier la création de retenues collinaires et des amendements sur chaque texte agricole, ces démarches ont abouti par l'adoption d'un amendement avec son collègue du Tarn Philippe Folliot, simplifiant la création de ces retenues. Ils ont saisi la ministre afin qu'elle prenne, dans les meilleurs délais, le décret d'application. De plus, l'accès à l'eau est un enjeu vital. C'est pourquoi de véritables plans de gestion par bassin versant doivent être mis en place afin de concilier la production agricole et préserver la ressource dans une logique d'équité entre les territoires et les usages.

Sur la tarification de l'irrigation agricole, il a posé des questions au ministre de l'économie quant à la hausse de la campagne 2026 et sur la tarification rétroactive des contrats photovoltaïques agricoles.

Au-delà de la gestion de crise, il faut préparer l'agriculture de demain et lancer les travaux sur les plans et les contrats d'avenir afin de permettre à l'agriculture de s'adapter au réchauffement climatique tout en sécurisant les exploitations et permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail et de maintenir des territoires dynamiques".